

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Blois, le

09 DEC. 2008

Groupe de subdivisions de Loir et Cher

Etablissement concerné

Directeur par interim

Centre de Décapage Blésois
70 Guillaume CHARRON
41500 MENARS

COPIE

Référence : 2008-739/

Gidic : RAPAUTO

Affaire suivie par :

@industrie.gouv.fr

tel. 02 54 74 98 80 - Fax : 02 54 74 08 09

Vérifiée par :

MAENVIRONNUECICDB (centre décapage blésois)/rapportRAPAUTO
2008.doc

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir et Cher

Par lettre en date du 16 mai 2006, agissant en qualité de gérant de la SARL Centre de Décapage Blésois, dont le siège est actuellement situé 70, avenue Guillaume CHARRON, 41500 MENARS, sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de décapage de surfaces métalliques sur la commune de MENARS (41), en zone UB du plan d'occupation des sols, à l'adresse du siège social dans le cadre d'une régularisation des activités de l'entreprise.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 16 mai 2006, complété le 25 janvier 2007 et reconnu recevable par le service d'inspection le 27 avril 2007.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

Les activités de la société SARL Centre de Décapage Blésois relèvent de plusieurs rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Leur classement présenté dans le dossier est résumé dans le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D,C NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	RA (km)
2565	2a	A	Nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc. de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564	Capacité totale des cuves : 24575 litres	Volume total des cuves supérieur à : 1500 litres	1
2564	2	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	Capacité totale des cuves : 1290 litres	Supérieure à 200 litres mais inférieure ou égal à 1500 litres	/
1131	2c	D	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol	Quantité totale : 1530 kg	Supérieur ou égal à 1 tonne mais inférieure à 10 tonnes	/
2575	/	NC	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.	Puissance des machines utilisées : 10 kW	La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure ou égale à 20 kW	/
1611	/	NC	Emploi ou stockage d'acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, picrique à moins de 70 %, phosphorique, sulfurique à plus de 25 %, oxydes d'azote, anhydride phosphorique, oxydes de soufre, préparations à base d'acide acétique et d'anhydride acétique.	Stockage : Acide chlorhydrique (35%) : 150kg Acide nitrique (50%) : 150 kg Soit un stockage total de 300 kg	Supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t	/

2920	/	NC	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa.	2 compresseurs d'une puissance unitaire de 15 Kw Puissance totale : 30 kw	Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	/
2925	/	NC	Atelier de charge d'accumulateurs	Chargeur intégré au gerbeur électrique Puissance : 0,48 kw	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure ou égale à 50 kw	/

AS Autorisation- Servitudes d'utilité publique

A-SB Autorisation- Seuil Bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000

A Autorisation

D Déclaration

C Soumis à contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'Environnement

NC Installations et équipements non classés

RA Rayon d'affichage

1.2 Description de l'établissement et historique administratif

1.2.1 Historique de l'établissement

La société Centre de Décapage Blésois a été créée en 1996. Elle s'est à cette époque implantée au 37d, village de l'Arrou, 41000 Blois. En 2002, pour faire face à son développement, la société transfère son activité au 70, avenue Guillaume Charron, 41500 Ménars.

1.2.2 Activité principale et fonctionnement

La société SARL Centre de Décapage Blésois est spécialisée dans le décapage et la passivation de pièces en acier inoxydable principalement. L'établissement fonctionne du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h à 18h et exceptionnellement le samedi matin de 8h à 12h. L'installation ne fonctionne jamais de nuit. Le site est entièrement clos et continuellement sous surveillance de par la présence de l'exploitant (habitation sur le site). L'exploitant emploie actuellement 4 personnes.

1.2.3 Implantation et localisation

L'établissement est implanté sur la commune de Ménars (41500), en bordure de la route nationale 152, à une distance d'environ 300 mètres du centre du bourg, dans la direction sud-ouest.

Le site, d'une superficie globale de 3370 m², est situé en zone UB du plan d'occupation des sols dont la révision a été approuvée le 29 septembre 2000. Il s'agit d'une zone d'urbanisation périphérique à usage d'habitats, de commerces et d'activités où les bâtiments sont construits en ordre continu ou discontinu.

Les premières habitations (hormis celle intégrée au site, habitation de M et Mme HAMCHOUCHE) sont situées sur les parcelles voisines à l'Est et à l'Ouest du site.

1.2.4 Caractéristiques techniques et économiques

Le responsable de la société possède une forte expérience (plus de 10 ans) dans les traitements de surfaces. La société s'est dotée des moyens nécessaires à l'exploitation des procédés de décapage afin de réduire et maîtriser les nuisances, les impacts sur l'environnement et les risques d'accident.

1.3 Présentation de la demande

1.4 Cadre administratif de la demande

La société Centre de Décapage Blésois est actuellement réglementée par les dispositions provisoires de l'arrêté préfectoral n° 2006.290.48 du 17 octobre 2006, pour son site de Ménars, dans l'attente de la régularisation administrative de ses installations.

La présente demande fait suite à la mise en demeure par arrêté préfectoral n° 2006.242.1 du 30 août 2006 de la société Centre de Décapage Blésois, de régulariser sa situation administrative pour les installations qu'elle exploite 70, avenue Guillaume Charron à Ménars.

1.5 Maîtrise d'urbanisation

Le site est situé en zone UB du plan d'occupation des sols. Le plan d'occupation des sols a été modifié le 16 octobre 2007. Il autorise notamment l'implantation de l'installation existante sous réserve que toutes les dispositions soient prises pour prévenir les dangers ou les inconvénients liés à sa présence.

La sécurisation de la société Centre de Décapage Blésois se décline notamment sur les aspects suivants :

- Pas de rejet d'eaux polluées ;
- Absence de stockage de produit inflammable ;
- Pas d'utilisation de produit très toxique ;
- Mise en place de moyens d'intervention permettant d'isoler le site de toute pollution accidentelle ou de maintenir sur site les eaux d'extinction incendie ;
- Réduction des nuisances sonores.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n° 2007-302-22 du 29 octobre 2007. Elle s'est tenue en mairie de MENARS entre le 17 décembre 2007 et le 18 janvier 2008 inclus. L'affichage de l'enquête publique a été réalisé 15 jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci :

- En mairie de Ménards;
- Dans les 3 mairies des communes riveraines : Montlivault, Saint-Claude de Diray et Saint-Denis sur Loire ;
- Dans le voisinage de l'installation en cause, et ce dans un rayon de 1 kilomètre autour de celle-ci afin d'assurer une bonne information du public.

Il n'a été adressé en mairie de Ménars aucune lettre ni aucune demande de renseignement se rapportant à la procédure.

Une observation a été portée sur le registre d'enquête le 18 janvier 2008. Cette observation a été formulée par Monsieur Marc COUSSENS demeurant 264, rue des Sables de Sary à Saran (45140), qui a notifié les observations suivantes :

« Il est prévu au dossier l'arrêt de l'emploi du chlorure de méthylène. Où en sont les travaux relatifs à la recherche de nouveaux produits à ce jour ? Concernant les rejets gazeux, des contrôles ont été réalisés par l'APAVE en mai 2007. Pourquoi le dossier de l'APAVE n'est pas joint en annexe ? »

2.1.1 Réponses apportées par le pétitionnaire

Par courrier en date du 28 janvier 2008, la société Centre de Décapage Blésois a adressé les documents suivants:

- Un mémoire en réponse du commissaire enquêteur ;
- Une copie de la lettre en date du 15 janvier 2008 adressée à la Drire ;
- 1 fiche de sécurité concernant le SCALPIK 07

2.2 Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter une installation de traitement de surface à Ménars, formulée par la société Centre de Décapage Blésois.

2.3 Avis des conseils municipaux

2.3.1 Avis du conseil municipal de SAINT CLAUDE DE DIRAY

Le conseil municipal de la commune SAINT CLAUDE DE DIRAY n'a émis aucune observation sur la demande formulée par la société Centre de Décapage Blésois en vue d'exploiter une installation de traitement de surfaces sur la commune de Ménars.

2.3.2 Avis du conseil municipal de MENARS

Le conseil municipal de la commune de MENARS a émis un avis favorable pour autoriser sur son territoire l'exploitation d'une installation de traitement de surfaces le 28 janvier 2008.

2.3.3 Avis du conseil municipal de MONTLIVAUT

Le conseil municipal de la commune de MONTLIVAUT a émis un avis favorable au projet le 17 janvier 2008.

2.4 Avis des services consultés

2.4.1 Avis du service départemental d'incendie et de secours (SDIS)

Le SDIS de Loir et Cher a émis un avis favorable sous réserve de respecter les observations suivantes :

Défense incendie :

1. Garantir un isolement par rapport aux tiers, coupe-feu 2 heures entre l'exploitation et les constructions mitoyennes (Est du site) ;
2. Aménager un rassaut au niveau de l'accès du site de manière à limiter les risques d'écoulement des eaux d'extinction en direction de la route nationale ;
3. Identifier les différents produits en complétant les noms par les pictogrammes de danger ;
4. Réaliser les installations électriques conformément aux normes, qui seront

vérifiées régulièrement et maintenues en bon état ;

5. Identifier la coupure générale d'électricité à l'aide d'un pictogramme sur la porte du local électrique ;
6. Disposer d'un nombre suffisant d'extincteurs appropriés aux risques à défendre ; ils seront maintenus en bon état de fonctionnement et vérifiés périodiquement ;
7. Afficher les consignes permettant d'alerter les secours (tel 18 ou 112) à proximité des téléphones à postes fixes ;
8. Etablir des consignes précisant la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie. Ces consignes seront diffusées à tous les membres du personnel, les afficher à l'intérieur des bâtiments. Elles devront préciser les mesures à prendre pour l'isolement des réseaux ;
9. Respecter toutes les autres mesures proposées dans l'étude de danger du dossier de demande d'autorisation ;

Toutes les dispositions de la réglementation citée ci-dessus non reprise dans cette étude restent néanmoins applicables.

Réponses apportées par l'industriel :

1. Un mur de deux mètres a été mis en place au-dessus de la toiture du bâtiment évitant en cas d'incendie, que les flammes menacent directement les constructions mitoyennes. De plus, le pétitionnaire indique qu'il s'est mis en relation avec un officier chargé des préventions du SDIS de Blois, pour permettre la mise en place de dispositif de prévention les mieux adaptés à leur site en cas de sinistre.
2. Un remblai inversé à l'entrée du site va être conçu dans le mois de juillet 2008, permettant de faire office de rétention au niveau du point de récupération des eaux d'extinction, mis en place dans la procédure de sécurité en cas d'incendie, visant à exclure tous risques d'écoulements dans les réseaux publics.
3. Les cuves de traitement comportant les différents chimiques sont toutes identifiées par un panneau comportant les pictogrammes de danger, sa classification chimique et nomenclature.
4. Les installations électriques ont été mises aux normes à la suite de l'inspection de l'Apave en novembre 2006, celles-ci ont été vérifiées et approuvées par l'Apave, lors de l'inspection annuelle en novembre 2007. Le site est régulièrement contrôlé électriquement par un électricien agréé, visant au bon fonctionnement et à l'entretien des installations.
5. Le local électrique est identifié par un pictogramme fixé sur la porte. Chaque employé de l'entreprise a suivi une formation visant à être informé des dispositifs à prendre en cas d'incendie, en particulier, l'arrêt des installations électriques par l'action du dispositif de coupure général.
6. Le site est composé de 5 extincteurs à poudre ABC de 6 kg et d'un extincteur CO₂ de 5kg pour le local électrique, disposés dans l'ensemble de l'entreprise par un professionnel agréé, les extincteurs sont vérifiés annuellement.
7. Les consignes d'incendie, ainsi que le plan du site sont situés à l'entrée de l'atelier principal, le téléphone fixe le plus proche étant à 10 mètres.
8. Une formation a été faite aux employés de l'entreprise, ainsi que la mise en place d'un tableau identifiant chaque étape de la procédure à adopter pour la protection

du personnel et de l'environnement. Ces procédures mentionnent les actions à réaliser pour :

- Couper les installations électriques ;
- Isoler les réseaux ;
- Maintenir les eaux d'extinction dans une zone donnée permettant la récupération de celle-ci vers la zone prévue à cet effet.

2.4.2 Avis du service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC)

Le SIDPC a émis un avis favorable au projet sous réserve de la mise en œuvre des mesures de sécurité préconisées.

2.4.3 Avis de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture (DDEA)

La DDEA a émis un avis favorable à la demande formulée sous réserve qu'il soit tenu compte des observations suivantes :

1. Les eaux pluviales collectées par les toitures sont rejetées dans un puisard ; cette solution n'est à privilégier que s'il n'existe pas d'autre solution technique à un coût acceptable. Si elle est retenue, l'accès au puits doit être sécurisé et celui-ci doit être conçu de manière à permettre la filtration des eaux collectées ;
2. Compte tenu de la qualité des eaux industrielles, un objectif « rejet zéro », tel que prévu au dossier est à atteindre.

Réponses apportées par l'industriel:

1. Les eaux pluviales collectées par mes toitures du bâtiment à structure métallique, ainsi que l'aile et l'atelier faisant un total de 3 gouttières, sont rejetées dans un pluvial situé dans la zone Nord du site (terrain nu), enterré avec un couvercle en béton.
L'eau collectée par ce puisard n'est pas retenue, elle s'infiltre naturellement dans la terre par les orifices prévus à cet effet.
Les autres gouttières du site sont raccordées directement au réseau des eaux pluviales.
2. Concernant l'objectif « rejet zéro », le dispositif de circuit fermé est mis en place et opérationnel depuis mai 2007.
Le circuit fermé se compose d'une piste de rinçage où l'eau arrive dans un décanteur déboureur, puis celle-ci est acheminée dans une cuve plastique (5 m³) enterrée dans une rétention hydrofuge avec détecteur de fuite, puis réinjectée à l'aide des nettoyeurs haute pression.
Lorsque cette eau est trop polluée, elle est mise en cuve extérieure double peau avec détecteur de fuite (10 m³), puis collectée par une entreprise agréée.
Il n'y a donc aucun rejet d'eaux, et aucune évacuation en milieu ouvert.

2.4.4 Avis de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS)

La DDASS a émis un avis favorable à l'autorisation sollicitée, sous réserve que des réponses adaptées soient apportées à chacun des points ci-dessus :

1. Certains aménagements, importants du point de vue sanitaire, étaient prévus courant 2007 : mise en place du rejet 0 au niveau des eaux de rinçage, substitution du chlorure de méthylène, campagne d'analyse des rejets atmosphériques, insonorisation du ventilateur de l'installation de sablage. Il apparaît utile d'en confirmer la réalisation ;

2. L'entreprise se situe dans la zone de vigilance de la prise d'eau potable des Tuileries de Blois définie par l'arrêté 04-2126 du 1^{er} juin 2004. Aussi concernant l'évacuation des eaux pluviales, il est indispensable de prévoir un système de séparation des hydrocarbures notamment afin de prévenir tout risque de pollution accidentelle qui pourrait impacter le ruisseau des Mées puis la Loire.
3. Il n'est pas fait mention d'un système de disconnexion sur le réseau d'eau potable.

Réponses apportées par l'industriel :

1. La mise en place et le fonctionnement du « rejet 0 », par l'élaboration d'un circuit fermé est opérationnel depuis mai 2007. Le circuit se compose d'une piste de rinçage où l'eau arrive dans un décanteur débourbeur, puis celle-ci est acheminée dans une cuve plastique (5 m³) enterrée dans une rétention hydrofuge avec détecteur de fuite, puis réinjectée à l'aide nettoyeurs haute pression. Lorsque l'eau est trop polluée, elle est mise en cuve (10 m³) extérieure double peau avec détecteur de fuite, puis collectée par une entreprise agréée.

Il n'y a donc aucun rejet d'eaux, et aucune évacuation en milieu ouvert.

2. Le chlorure de méthylène n'est plus utilisé depuis janvier 2008, conformément aux observations de la DRIRE. Cependant, la société Centre de Décapage Blésois est toujours à la recherche d'un substitut, n'ayant pas trouvé de produits équivalents à ce jour.

Les analyses de rejets atmosphériques ont été réalisées en mai 2007 par l'Apave. Selon les résultats seuls la teneur en chlorure de méthylène présentait un dépassement de seuil réglementaire. En effet la valeur limite d'exposition est de 180 mg/m³ pour un résultat de 191 mg/m³.

Concernant la salle de grenailage, conformément aux recommandations de l'inspection du travail, un dépoussiéreur industriel a été mis en place en février 2008, permettant l'absorption totale des poussières émanant de l'activité, celle-ci étant aspirée, filtrée et collectée par le dépoussiéreur.

Le réseau d'eau potable du site d'activité est toujours en fonctionnement pour permettre le remplissage de la cuve des eaux de rinçage. Celle-ci devant être en partie renouvelée chaque semaine pour permettre une qualité de l'eau nécessaire pour notre activité. Ainsi, une partie des eaux de rinçage souillées sont transvidées dans une cuve de traitement correspondante, et chaque mois dans la citerne extérieure, prévue à cet effet.

La mise à disposition d'eau potable pour les employés.

Ce site est équipé d'un compteur d'eau indépendant, qui est contrôlé et notifié chaque semaine. La consommation d'eau d'environ 2 m³ par semaine.

En plus de procédure d'obturation des réseaux, et de récupération des eaux polluées, prévu dans les consignes du site en cas d'incendie ou d'accidents, un bac de décantation muni d'une filtration a été mis en place en amont du réseau public. Celui-ci étant régulièrement nettoyé afin de permettre la fonction de rétention en supplément visant à pouvoir mettre en place une récupération des eaux polluées en cas d'accidents.

2.4.5 Avis de la direction régionale de l'environnement (DIREN)

La DIREN a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations ci-dessous par la SARL Centre de Décapage Blésois:

1. Les caractéristiques des rejets d'eaux industrielles excèdent les limites

réglementaires et celles-ci sont contraïres aux prescriptions prévues par l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement. D'où l'obligation de l'option d'un fonctionnement en « rejet zéro », comme annoncé dans le dossier avec une mise en service opérationnelle dès la fin de février 2007 ;

2. Il convient de s'assurer que le système « rejet zéro » est effectivement opérationnel et de prendre les mesures qui s'imposent si ce système ne fonctionne pas correctement.

Réponses apportées par l'industriel :

1. Concernant l'objectif « rejet zéro », le dispositif de circuit fermé est mis en place et opérationnel depuis mai 2007.
Le circuit fermé se compose d'une piste de rinçage où l'eau arrive dans un décanteur débourbeur, puis celle-ci est acheminée dans une cuve plastique (5 m³) enterrée dans une rétention hydrofuge avec détecteur de fuite, puis réinjectée à l'aide de nettoyeurs haute pression.
Lorsque l'eau est trop polluée, elle est mise en cuve extérieure double peau (10 m³) avec détecteur de fuite, puis collectée par une entreprise agréée.

Nous n'avons donc aucun rejet d'eau et aucune évacuation en milieu ouvert.

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

La société Centre de Décapage Blésois est implantée à la sortie de la ville de Ménars. Le site est composé de bâtiments d'exploitation et de l'habitation principale de l'exploitant. Les premières habitations sont situées sur les parcelles voisines à l'Est et à l'Ouest du site.

3.1.1 Impact visuel

Les constructions sont parfaitement intégrées aux types de bâtiments environnants. Le site est entretenu et toutes les activités sont effectuées à l'intérieur des bâtiments

3.1.2 Impact sur l'eau

Depuis le mois de mai 2007, l'installation fonctionne à « rejet zéro ». Les eaux industrielles ne sont plus rejetées dans le réseau communal, mais recyclées et réutilisées pour le rinçage des pièces traitées. Cette installation permet de diminuer significativement la consommation d'eau. La consommation d'eau est donc passée de 752 m³ à 94 m³ par an.

3.1.3 Impact sur l'air

Les rejets atmosphériques liés aux installations sont ceux relatifs aux activités suivantes :

- Décapage soude ;
- Décapage de vernis par chlorure de méthylène ;
- Décapage ou passivation par bains acides ;
- Décapage par sablage.

Les cuves des activités susvisées (alinéas 1, 2 et 3) sont munies de capots et ne sont ouvertes que pour les phases d'introduction et à la sortie des pièces traitées.

Les ateliers utilisant de la soude, du chlorure de méthylène et des bains acides sont munis de deux ventilateurs. Le ventilateur de l'atelier de décapage soude est muni d'un filtre permettant de filtrer les rejets atmosphériques. Ce filtre est entretenu régulièrement.

L'atelier de décapage par sablage est équipé depuis février 2008, d'un dépoussiéreur qui permet d'absorber, filtrer et collecter les poussières avant de rejeter l'air épuré vers l'extérieur.

3.1.4 Impact sur les déchets

L'exploitant effectue le tri de ces déchets et les élimine dans des sociétés spécialisées. Des dispositions sont prises pour recycler certains déchets comme le recyclage des eaux de rinçage.

La société tient un registre relatif à l'élimination des déchets. Tous les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi de déchets dangereux (BSDD) lors de chaque enlèvement. Chaque BSDD est archivé.

3.1.5 Impact sonore

La société Centre de Décapage Blésois est située en zone urbaine. Les habitations les plus proches (hors habitation de l'exploitant) sont situées à proximité immédiate du site sur les deux parcelles mitoyennes. L'article 2 de l'arrêté du 23 janvier 2003, relatif à la limitation des bruits dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement définit ces deux parcelles comme des zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées (hors circulation de la RN 152) le 21 avril 2005 ont mis en évidence une émergence de 14 dB(A) par rapport au bruit de fond, en limite de propriété au niveau du ventilateur d'extraction d'air de l'atelier de sablage. Pour tous les autres points, les émergences par rapport au bruit de fond sans circulation sur la RN 152 restent inférieures ou égales à 5 dB(A).

Il est à noter que l'installation de sablage ne fonctionne que 10 heures par semaine et que le ventilateur a été remplacé par un dépoussiéreur muni d'un silencieux.

3.1.6 Impact énergétique

L'énergie nécessaire au fonctionnement des installations est apportée sous forme électrique. La principale consommation électrique est liée au chauffage des cuves de décapage à la soude. Ces cuves sont toutes calorifugées. Le local intégrant ces cuves est de construction de type double peau avec un système de chauffage électrique par le sol. Le chauffage n'est pratiquement jamais utilisé. Le local étant chauffé par les pertes énergétiques des cuves de traitement.

3.1.7 Remise en état du site

En cas d'arrêt définitif des installations, l'exploitant effectuera l'enlèvement et l'élimination de tous les produits et déchets conformément à la réglementation en vigueur. Le nettoyage des bâtiments et des abords sera réalisé ; Un dossier de cessation d'activité sera transmis en préfecture 3 mois avant la cessation définitive des activités. Des prélèvements de sols seront effectués pour analyse afin de s'assurer de l'absence de pollution.

3.1.8 Identification des risques

Les événements principaux redoutés sur le site sont de deux types :

- L'incendie ;
- Le rejet de substances polluantes pouvant générer une pollution des eaux souterraines, superficielles, de l'atmosphère et des sols.

3.1.8.1 Réduction des risques incendie

Dispositions prises par l'exploitant :

- Les installations électriques sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur. Ces dernières sont contrôlées périodiquement.
- Des dispositions sont prises par l'exploitant pour éviter tout risque de mélange de produits incompatibles.
- L'établissement est équipé d'extincteurs contrôlés tous les ans. Le site dispose d'une réserve d'eau de 5000 litres pour combattre le feu et d'un poteau incendie situé à 75 mètres de l'établissement sur le bord de la RN 152.
- Une consigne de sécurité est affichée dans l'atelier et l'ensemble du personnel est formé à l'utilisation de ces équipements de premiers secours.
- Aucun produit inflammable et très toxique n'est utilisé sur le site.

3.1.8.2 Confinement des eaux d'extinction d'un incendie (ou lors d'une pollution accidentelle)

Dans le cas d'un incendie ou d'une pollution accidentelle, un kit d'obturation permet d'isoler les réseaux et le site de tout déversement des eaux d'extinction ou des eaux polluées dans ces réseaux et vers la RN 152 qui se trouve en contrebas de l'établissement. Ces eaux sont collectées par pompes et rejetées dans un bassin de confinement.

3.2 Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

3.2.1 En relation avec la procédure d'instruction

Dans le cadre de la procédure d'instruction trois dispositions restent à réaliser. Ces dispositions concernent le respect des valeurs limites d'émissions des solvants à phrases de risque R40, et la mise en place d'une rétention au niveau de la cuve de 10 m³ et d'un ressaut à l'entrée du site.

Au cours d'une inspection sur site en date du 24 novembre 2008, l'exploitant a indiqué avoir utilisé le chlorure de méthylène, uniquement au mois d'août 2008. Il envisageait ne plus utiliser ce produit, du fait de l'investissement important que cela représente. A ce jour, les dispositions prises par l'exploitant ne permettent pas de respecter les valeurs limites d'émissions de solvants à phrases de risques R40. Le projet d'arrêté propose de limiter l'emploi de chlorure de méthylène à 250 kg.

Il accorde un délai (31/12/2009) pour la mise en place d'un système de captation des émissions au-dessus des bacs afin de respecter les valeurs limites d'émission en vigueur.

En complément, les deux dernières observations émises par les services ne sont toujours pas traitées. Elles concernent la mise en place :

- d'un ressaut au niveau de l'entrée du site qui doit limiter les risques d'écoulement des eaux d'extinction en direction de la route nationale ;
- d'une capacité de rétention au niveau de la cuve de 10 m³ permettant de limiter les risques de pollution au niveau des sols et du puisard situé derrière le bâtiment en cas de situation accidentelle.

Par courrier du 27 novembre 2008, l'exploitant a indiqué que la réalisation de ces deux ouvrages serait effective au mois de décembre 2008. Le projet d'arrêté prescrit la réalisation de ces ouvrages dans un délai de deux mois après la notification de l'arrêté à l'exploitant.

3.2.2 Selon l'analyse de l'inspecteur des installations classées

Dans le cadre de sa régularisation administrative, la société Centre de Décapage Blésois a mis en place des équipements qui visent supprimer et/ou limiter les inconvénients des installations :

- Les cuves de traitement sont toutes munies de rétention et de capots ;
- Création d'une salle de rinçage et d'un système de « rejet zéro » des effluents. Les eaux de rinçage sont recyclées et réutilisées. Cette installation comporte une cuve de 10 000 litres (stockage des eaux de rinçage polluées) et de 5000 litres (stockage des eaux recyclées) avec traitement de ces eaux sur décanteur débourbeur ;
- 9 cuves de rinçage mort ont été mises en place ;
- Un dépoussiéreur a été mis en place au niveau de la salle de décapage par sablage.

A ce jour, le montant global des investissements réalisés par la société Centre de Décapage Blésois pour mettre aux normes l'installation, s'élève à 101924 €.HT.

Globalement, le choix des procédés de travail est cohérent avec les recommandations des meilleures techniques disponibles dans la branche d'activité.

L'efficacité des mesures prises par l'exploitant répond globalement aux obligations réglementaires, en terme de protection de l'environnement. L'exploitant démontre une bonne connaissance des performances et une bonne gestion de ses installations pour chacun des principaux enjeux environnementaux.


4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Le commissaire enquêteur, les conseils municipaux de Ménars, de Montlivault, de Saint Claude de Diray et de Saint Denis sur Loire ainsi que les services de l'état ont émis des avis favorables assortis parfois de réserves. Compte tenu des mesures prises ou prévues, de l'absence d'impacts importants ou non maîtrisés sur l'environnement et les tiers, le service instructeur émet un avis favorable.

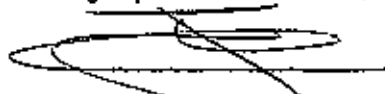
5. CONCLUSION ET PROPOSITION

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Loir et Cher de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter, dans le cadre d'une régularisation administrative, présentée par la société Centre de Décapage Blésois, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté joint qui permet de prendre en compte les effets des installations sur leur environnement. Conformément à l'article R.512-25 du code de l'environnement, le projet d'arrêté doit recueillir l'avis du Comité Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.

Le technicien supérieur de l'industrie et des mines



Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet de Loir et Cher
P/le Directeur, et par délégation
Le chef de groupe de subdivisions de Loir et Cher



Copie : DEISS